

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# L'inévitable défaite de l'homme malade états-unien

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 22 JUILLET 2013

ENGLISH



**Le général Martin Dempsey, chef d'état-major interarmes, interrogé par la Commission des affaires étrangères du Sénat.**

## L'inévitable défaite de l'homme malade états-unien

**P**ar Ghaleb Kandil

Le **débat qui a eu lieu au Congrès des États-Unis** lors de l'audition du chef d'état-major interarmes, le général Martin Dempsey, autour de la situation en Syrie, apporte une preuve vivante de la confusion et de la faiblesse de l'empire américain au Machreq arabe après l'échec de son agression contre la Syrie. Ce tableau, couplé à l'amertume vécue par la politique US vis-à-vis de la révolution du 30 juin en Égypte, prouve que nous sommes devant une défaite complète des politiques initiées dans la région par l'ancien chef de la CIA, David Petraeus, en partenariat avec la

Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite.

Les illusions des États-Unis et de l'Occident sur la capacité de modifier les équilibres sur le terrain après la bataille de Qoussair se sont volatilisées ces dernières semaines. Et les experts occidentaux assurent qu'un tel rééquilibrage n'est pas réalisable sans une invasion terrestre de la Syrie, comme l'a encore réaffirmé le chef d'état-major sortant de l'armée britannique, le général David Richars (Voir ci-dessous). Le *New York Times* a d'ailleurs reconnu que la dynamique a changé sur le terrain au profit des troupes du président Bachar al-Assad (Voir ci-dessous).

Or ces experts soulignent qu'une invasion atlantiste est un suicide pour les Occidentaux et risque de menacer l'existence même d'Israël, car le dispositif de défense de l'armée syrienne est intact et s'est même amélioré avec la création d'une résistance populaire prête à défendre la patrie, organisée dans le cadre de l'Armée de défense nationale. De plus, la présence au sol en Syrie du Hezbollah rend encore plus risquée une éventuelle intervention terrestre.

Confrontés à toutes ces réalités, la Grande-Bretagne et la France, chefs de file des pays européens appelant à l'armement des terroristes syriens, ont renoncé à adopter une telle mesure. Londres a non seulement changé d'avis, mais n'exclut plus que le président Bachar el-Assad puisse rester au pouvoir pendant encore plusieurs années, selon des sources informées, citées par l'agence de presse britannique Reuters.

Ces mêmes sources ont ajouté que la conférence internationale de paix envisagée pour trouver une solution au conflit pourrait ne pas être organisée avant l'an prochain, si le projet n'est pas purement et simplement abandonné, ont ajouté les mêmes sources. « *Il est clair que la Grande-Bretagne ne va pas armer les rebelles, de quelque manière que ce soit* », a dit une des sources interrogées en rappelant que le Parlement de Londres avait exigé d'être consulté au préalable sur cette question.

Reuters rapporte que l'évolution de la position britannique s'explique notamment par l'hostilité de l'opinion publique à un quelconque engagement aux côtés des rebelles syriens et par la crainte de voir les armes envoyées aux insurgés tomber entre les mains de groupes islamistes farouchement antioccidentaux.

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré que Paris « *n'a pas modifié sa position* » de ne pas livrer d'armes létales à l'opposition syrienne.

En plus de ses déconvenues en Syrie, l'homme malade états-unien est désormais confronté à son plus grand défi stratégique après l'effondrement de tous ses paris régionaux suite à la chute des Frères musulmans en Égypte. Une chute définitive, qui aura d'immenses répercussions sur les États de la région sans exception, de la Tunisie au Yémen, en passant par la Libye et la Turquie.

Le changement en Syrie ouvre des perspectives de rencontre avec les victoires syriennes, plaçant la région sur un chemin nouveau, marqué par la fin de l'ère américaine et le retour de celle des États arabes indépendants, soutenus par une confortable majorité populaire.

## Déclarations et prises de positions

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Depuis sa création, la Résistance a eu une vision claire de sa mission et s'est fixé plusieurs objectifs : libérer les territoires libanais occupés, libérer les détenus dans les prisons de l'ennemi, et protéger, avec l'Armée libanaise, le Liban des menaces externes, notamment israéliennes. Les deux premiers objectifs ont en grande partie été atteints. Certes, de petites portions de territoire restent occupées et le Hezbollah continue de réclamer quelque trois ou quatre prisonniers ainsi que des dépouilles dont Israël dit ne rien savoir, mais il reste les convoitises d'Israël, qui ne connaissent pas de limites et s'étendent à tous les domaines. Quelqu'un a-t-il réagi quand le ministre de l'Énergie a signalé dernièrement qu'Israël pouvait pomper subrepticement les réserves gazières sous-marines du Liban ? Le débat sur la légitimité des armes de la Résistance ne mène à rien. Forte de ses victoires passées, de sa conviction que face à Israël les Libanais ne peuvent compter que sur eux-mêmes, et forte du large soutien populaire, la Résistance est aujourd'hui plus forte que jamais et personne ne peut l'isoler ou la briser. La*

*Résistance est ouverte au dialogue national et prête à discuter de la stratégie nationale de défense, sans conditions préalables, avant ou après la formation du gouvernement. Mais les autres parties n'ont jamais été sérieuses dans leur appel au dialogue ; leur seul but est que le Hezbollah rende ses armes. À celui qui qualifie les armes de la Résistance d'illégitimes, je demande : quelle est l'alternative ? Il établir une stratégie de défense nationale face aux dangers qui menacent le Liban et la région. Il est normal que la Résistance soit visée car elle est efficace et crainte par l'ennemi. Certes, nous n'avons jamais prétendu que la Résistance, par son équipement ou par son nombre, peut égaler l'armée israélienne. Mais nous sommes parvenus, malgré tout, en exploitant les points faibles d'Israël, à établir un certain équilibre de la terreur dissuasif. La Résistance au Liban a pu déjouer les complots américano-israéliens et faire échec au projet du Proche-Orient élargi. Personne ne peut désormais attaquer le Liban sans en payer le prix. Si l'armée tombe ou se désintègre, il ne restera ni paix civile, ni stabilité, ni État. Il faut mettre l'institution militaire à l'écart des clivages internes, la soutenir et renforcer ses capacités militaires. Nous ne disons pas que l'armée est infaillible, mais les erreurs peuvent être réglées sans porter atteinte à l'institution. L'armée est la seule garantie pour ce pays, la Résistance lui est un appui. Quand l'armée est agressée, nous devons nous tenir à ses côtés et quand elle commet des erreurs, nous devons être à ses côtés pour l'assister. Si nous ne voulons pas brader nos dernières garanties, préservons l'institution militaire. Plusieurs incidents avaient opposé dans le passé le Hezbollah à l'armée, tels que ceux de septembre 1993, quand 10 manifestants ont été tués, et ceux de Mar Mikhaël quand sept jeunes manifestants sont tombés sous les balles de l'armée. Le Hezbollah n'a malgré tout jamais tiré sur la troupe. Dans l'affaire du capitaine Samer Hanna, nous avons admis qu'une erreur a eu lieu, et le coupable a été livré à la justice. Restons vigilants face aux tentatives de discordes qui visent les Libanais de tous bords, Les incidents sécuritaires ne sont pas liés à l'implication du Hezbollah en Syrie, comme certains prétendent, car de tels incidents avaient lieu avant le début de la crise syrienne. »*

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« Il faut accorder un appui total à l'armée afin qu'elle puisse remplir son rôle national, notamment pour imposer la sécurité, préserver la paix civile, faire face aux agressions israéliennes et combattre le terrorisme. Nous devons tous mettre l'accent sur notre appui à cette institution et éviter tout ce qui pourrait menacer son unité et sa cohésion. »*

**Sleiman Frangié**, chef du Courant des Marada (allié du Hezbollah)

*« Je suis inquiet pour la sécurité, d'autant que 50 000 réfugiés syriens installés au Liban sont armés. Qoussair était, pour les rebelles syriens, un réservoir d'armes alimenté à partir du Liban. Le régime syrien a accepté la solution politique à la crise, alors que l'opposition ne l'a pas fait et a œuvré pour le report de la conférence de Genève 2. La situation sur le terrain évolue en faveur des troupes du régime. Qui représente l'opposition, l'ASL, le Front al-Nosra, Al-Qaïda ou les talibans ? Il existe 1 400 groupes armés combattant le régime et la Syrie est devenue le refuge de tous les repris de justice du monde. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

*« La situation aujourd'hui au Liban est difficile, les périls nous guettent et notre devenir suscite l'inquiétude à l'heure où le rôle de l'État régresse à cause d'un parti qui le vampirise. D'aucuns entraînent le Liban vers la guerre en Syrie non pas pour le défendre contre Israël, comme ils le disent, mais pour défendre l'Iran et le régime d'Assad. Ce pari dangereux est en passe de nous attirer la mort, la destruction, la faillite et le chaos ; il va répandre la pauvreté et la misère, plutôt que le changement et la réforme. Aujourd'hui, au lieu d'être la Suisse de l'Orient, le pays de la démocratie, de la sécurité, des libertés, de la prospérité, du tourisme, des investissements, du progrès, du développement, le Liban est devenu celui de l'anarchie, des attentats, des tueries et de la mort. Jour après jour, ils nous traînent non pas vers le tiers-monde, mais vers le quart, le cinquième et même vers le huitième de mars. Ils veulent le Liban des guerres interminables, celui des armes qui entraînent d'autres armes, un fondamentalisme qui attire un autre fondamentalisme et un "devoir de jihad" qui attire "al-Nosra" et le "takfir". Tout cela, ils le veulent afin de justifier leur*

*présence, leurs bazars, leurs arsenaux et leur hégémonie. À quoi servent donc les sièges et les portefeuilles si le Liban n'est plus ? Si d'aucuns considèrent ce pays comme une extension de la Syrie ou de l'Iran, qu'ils restent donc là-bas. »*

**Cheikh Naïm Kassem**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« Le maintien en détention de Georges Abdallah est une prise de position honteuse et contraire aux droits de l'Homme les plus élémentaires. Ne nous servez pas vos théories selon lesquelles vous seriez des porte-étendards de la liberté et de la démocratie alors que vous gardez enfermé dans vos geôles un grand militant parce que vous redoutez sa parole et répondez aux ordres des États-Unis qui vous imposent une ligne de conduite. »*

**Walid Joublatt**, leader druze libanais

*« Sommes-nous donc incapables, en tant que Libanais, de faire quelques concessions afin de former un gouvernement d'intérêt national prenant en charge la gestion des problèmes élémentaires et quotidiens des gens loin des surenchères, de la théorie de l'exclusion et de celle du tiers de blocage ? L'expérience a prouvé que l'exclusion de n'importe quelle partie à l'intérieur est contre-productive et non réaliste. Il en est de même de la théorie du tiers de blocage, introduite à l'époque du débat passionnel autour du tribunal international et qui n'a plus aucun sens (...) C'est avec une grande tristesse que l'on voit comment le crédit de la lutte exceptionnelle de la résistance et des habitants du Liban-Sud a été dilapidé à Qoussair, dans les ruelles de Homs et ailleurs, en obéissance à un ordre d'opérations régional qui a modifié l'orientation du fusil de la résistance. »*

## Événements

- Une réunion a eu lieu vendredi à Haret Saïda entre des membres du commandement du Hezbollah et des représentants de deux mouvements palestiniens, le Al-Haraka al-Islmaiya al-Moujahida et Osbet el-Ansar. Cette réunion, première du genre, s'est déroulée autour d'un iftar [dîner de rupture du jeûne de Ramadan] pour

contribuer à réduire les tensions entre les deux parties suite, notamment, aux événements d'Abra et au discours violent du cheikh palestinien Jamal Khattab contre le Hezbollah. Parmi les principaux sujets abordés figurent les conséquences des événements d'Abra, l'exacerbation des sentiments confessionnels qui en a découlé, la participation du Hezbollah aux combats en Syrie, la situation des Palestiniens en général et le bombardement du camp d'Aïn el-Héloué au cours des combats d'Abra. La délégation du Hezb a promis aux Palestiniens de répondre à leurs interrogations après concertation avec le commandement du parti, déclarant comprendre les appréhensions qu'ils ont exprimées.

- Le quotidien *An Nahar* rapporte des informations émanant de services de sécurité selon lesquelles le cheikh extrémiste Ahmad al-Assir et son principal adjoint, l'ancien chanteur Fald Chaker, se trouvent dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué. Cependant, ils ne disposent d'aucune liberté de mouvement et d'action, ajoutent les mêmes sources.

- Il n'est pas très juste d'affirmer que le conflit qui secoue la Syrie depuis mars 2011 est une guerre civile, a déclaré vendredi à Moscou le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. « *Il s'agit plutôt d'une lutte contre des forces qui errent entre différents États et qui prennent part aux conflits intérieurs* », a-t-il déclaré au début d'une rencontre avec la délégation militaire suédoise conduite par la ministre de la Défense Karin Enström.

- Les autorités syriennes ont libéré vendredi un nombre indéterminé de prisonnières répondant ainsi à une demande des rebelles qui détiennent depuis plus d'un an des pèlerins libanais enlevés en Syrie, ont rapporté plusieurs médias. Les rebelles syriens avaient exigé la libération de prisonnières syriennes aux mains du régime de Damas comme condition pour libérer les neuf pèlerins libanais qu'ils détiennent depuis le 22 mai 2012.

- Le Parquet militaire a mis en examen, ce vendredi, six détenus du Front Nosra, accusés de constitution d'un groupe terroriste armé en vue de commettre des actes terroristes et de porter atteinte à l'autorité de l'État et à son prestige. Des armes, des munitions, des détonateurs et des explosifs, ont été saisis en leur

possession dans la région d'Ersal, dans la Békaa, la semaine dernière.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(19 juillet 2013)

Des personnalités libanaises et occidentales ont soulevé dernièrement la question suivante : Qu'advient-il si Tammam Salam renonce à former le gouvernement et passe le relais à Saad Hariri ? Loin d'avoir été formulée à la légère, cette question aurait fait l'objet de sérieuses discussions au Liban et ailleurs. Des sources informées font le point : l'idée de faire de nouveau appel à Saad Hariri a été évoquée pendant que certains milieux occidentaux passaient en revue les possibilités qui se présentaient pour sortir le Liban de l'impasse. Selon ces milieux, un retour aux affaires d'Hariri permettrait de conjurer le spectre du vide à travers la mise en place d'un gouvernement fiable qui reprend la main et veille sur la stabilité. Ce scénario pourrait également servir de brèche à la communauté chiite pour qu'elle échappe au blocus arabe qui lui a été imposé après l'implication du Hezbollah dans la guerre en Syrie. Il permettrait, de surcroît, de calmer la campagne menée contre ce parti par les pays du Golfe. En outre, à l'heure où la communauté sunnite a le sentiment d'être prise pour cible, un retour d'Hariri serait en mesure de décrier la relation sunnito-chiite et de favoriser le rôle des sunnites modérés face au discours tonitruant des courants fondamentalistes.

Les sources précitées évoquent ensuite un rôle saoudien dans ce dossier. Le blocage auquel a été confronté le Premier ministre désigné serait dû, autant à des facteurs libano-libanais, qu'à une volonté de l'Arabie saoudite, qui l'a pourtant nommé à ce poste. Le royaume aurait en effet souhaité geler ce processus qui implique en premier lieu la communauté sunnite, en attendant que l'image se précise concernant ses contacts internationaux au sujet de la Syrie et du dialogue avec Téhéran et Washington. En clair, l'Arabie ne serait peut-être pas pour rien dans l'idée d'un retour au pouvoir

de Saad Hariri, sans toutefois perdre de vue les craintes sécuritaires de ce dernier, qui l'avaient d'ailleurs amené à quitter le Liban.

**As-Safir** (19 juillet 2013)

Mohammad Ballout

Des sources diplomatiques à Paris rapportent que plusieurs membres d'une délégation de la Coalition nationale syrienne, dont Ahmad Assi Jarba, Michel Kilo et Salim Idriss, rencontreront le chef des services de renseignement saoudiens, le prince Bandar Bin Sultan, pour assurer la coordination concernant les opérations d'armements. Le responsable saoudien informera également des pressions qu'il exerce lui-même sur la France, l'Allemagne et le Royaume uni, lors de ses tournées dans la région afin de rassurer ces pays que les armes saoudiennes ne tomberont pas aux mains des extrémistes.

**As-Safir** (18 juillet 2013)

Le lieu où l'homme politique syrien Mohammad Darrar Jammo a été assassiné, la ville de Sarafand, constitue un message adressé au Hezbollah et à Amal, leur faisant comprendre que des infiltrations étaient désormais possibles dans les régions placées sous leur contrôle. Cet assassinat est intervenu peu de temps après l'attentat à l'explosif à Bir el-Abed dans la banlieue sud de Beyrouth. Le conflit syro-syrien a été transposé au Liban, qui risque de devenir un front opposant les pro et anti-régime syrien. Les symptômes libanais de la crise syrienne qui soulèvent une question incontournable : dans quelle mesure les autorités officielles contrôlent-elles le dossier des réfugiés syriens, qui se chiffrent désormais à 1,2 million de personnes ? Car cette foule de déplacés n'est probablement pas à l'abri de brèches sécuritaires rendant indispensables des mesures préventives susceptibles de démasquer les éventuelles cellules terroristes. Des sources de sécurité déclarent d'ailleurs que « *les déplacés syriens sont massivement présents dans tous les villages du sud, Sarafand compris. Les parties en charge du suivi de ce dossier ne procèdent pas à des vérifications faisant le tri entre loyalistes et opposants. Mais le crime intervenu rend impératif de se pencher soigneusement sur le dossier des réfugiés* ». Les mêmes sources redoutent une guerre sécuritaire au Liban, devenu complètement à découvert et

considèrent que les assassins de Mohammad Darrar Jammo sont probablement des Syriens.

**As-Safir** (17 juillet 2013)

Aucune information n'est venue confirmer ou démentir avec certitude la tenue de la rencontre entre le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, et le chef leader du Courant patriotique libre (CPL), Michel Aoun. Le mystère est resté entier après les propos du chef du CPL qui a déclaré, hier, en réponse à une question : « *Si la rencontre a eu lieu, c'est qu'elle a eu lieu. Sinon, elle aura lieu* ».

Cependant, des sources proches du Hezbollah ont indiqué que la rencontre a effectivement eu lieu à une heure tardive de la nuit, il y a deux jours. Lors de cette supposée rencontre, le climat apparus ces deux dernières semaines a été assaini. La discussion a été franche et a abordé tous les dossiers qui ont provoqué l'amoncellement de nuages dans la relation bilatérale et les parties ont réaffirmé leur attachement au **document d'entente de Mar Mikhaël, signée entre les deux parties le 6 février 2006**.

Les mêmes sources ajoutent que la discussion a porté sur les détails de tous les dossiers, à commencer par la loi électorale et la prorogation du mandat du commandant en chef de l'Armée, le général Jean Kahwaji. Les deux hommes ont exposé leur point de vue sur chaque question.

Les sources précitées croient savoir que le général Aoun a campé sur sa position de refus de la prorogation, en dépit des efforts déployés par sayyed Nasrallah pour tenter de le convaincre.

Concernant le dossier gouvernemental, les deux leaders ont convenu de faire assumer au 14-Mars la responsabilité du retard dans la formation du nouveau gouvernement. Ils sont tombés d'accord sur la nécessité de refuser d'accepter un cabinet où le CPL et le Hezbollah ne seraient pas représentés, insistant sur le principe de la représentation des forces politiques conformément à leur poids au Parlement.

Les sources ajoutent qu'Aoun et Nasrallah se sont entendus pour réactiver le document d'entente en intensifiant le contact permanent et la coordination sur tous les dossiers, sans pour autant que les différences de point de vue sur certaines questions

n'aboutissent à des divergences. Aussi, la relation doit-elle reposer sur une compréhension réciproque.

Les sources concluent que MM. Aoun et Nasrallah ont évoqué la attentats et les explosions, les parties qui en sont responsables et els objectifs escomptés. Les points de vue étaient convergents à ce sujet.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(19 juillet 2013)

Il semble que le président Michel Sleiman et le Premier ministre désigné, Tammam Salam, soient enclins à entreprendre bientôt une démarche visant à concrétiser le processus de formation du gouvernement. Les milieux liés à M. Salam ont exprimé sa satisfaction concernant les prises de position du chef de l'État et son soutien à ce processus. Selon certaines informations, le choix de la formation d'un gouvernement du fait accompli refait surface, toutes les tentatives visant à mettre en place un gouvernement conformément aux critères établis par Salam n'ayant pas abouti. Nabih Berry aurait chargé le ministre Ali Hassan Khalil, de contacter le Premier ministre désigné afin de lui transmettre le soutien de Berry de ses efforts en vue de la formation du gouvernement et de lui réitérer la position selon laquelle le Hezbollah et Amal négocieront de façon séparée du Courant patriotique libre leur part au sein du nouveau cabinet.

**An-Nahar** (15 juillet 2013)

Un accord secret a été conclu entre deux États occidentaux d'un côté et un pays du Golfe très influent de l'autre, pour gérer la situation au Liban avant qu'elle ne dégénère et ne deviennent incontrôlable. Des informations parvenues à ces trois pays affirment que des groupes extrémistes s'efforcent de plonger le Liban dans le marécage des affrontements communautaire, après que la crise syrienne se soit propagée vers plus d'une région.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Nicolas Nassif, (18 juillet 2013)

Une simple mesure administrative suffit à reculer la date de mise à la retraite du commandant en chef de l'armée et des officiers. Conformément à l'article 55 du Code de la défense, le ministre de

la Défense pourrait prendre la décision, à la demande du commandant en chef, de reporter la mise à la retraite des militaires, le commandant en chef compris, dans les trois cas suivants prévus dans l'alinéa 3 dudit article :

- ▶ 1. Dans une situation de guerre ;
- ▶ 2. Dans l'éventualité de la déclaration de l'état d'urgence ;
- ▶ 3. Si l'armée est chargée de préserver la sécurité dans le pays.

Le ministre de la Défense présentera, le cas échéant, une lettre au Premier ministre démissionnaire Najib Mikati, donnant son aval exceptionnel, en son nom et au nom du président de la République. À préciser, que cette mesure ne reviendrait pas à proroger le mandat du commandant en chef mais lui permettrait de rester en fonction *sine die*.

### **Al-Akhbar** (18 juillet 2013)

Nasser Charara

Les visiteurs du Premier ministre désigné affirment que Tammam Salam exprime de forts reproches au Hezbollah et au Courant du futur, qui, selon lui, ne facilitent pas sa mission dans la formation d'un gouvernement et l'obligent à vivre sous les plafonds de leurs difficiles, voire impossibles conditions. Les nouvelles que M. Salam attend patiemment d'Arabie saoudite n'apportent rien qui puisse le réjouir. Il se voit obligé de se mouvoir sous « *deux cieux saoudiens* », celui du prince Moqren Ben Abdel Aziz [second Premier-ministre adjoint et ancien chef des services de renseignement], qui ne prend pas une position arrêtée et définitive, et celui du prince Bandar Ben Sultan [chef des services de renseignement et leader du clan des Sudairi, gravement blessé en juillet 2012.], le plus puissant membre de la famille royale, et qui évolue sous un ciel de tempête. Tammam Salam prend soin de ne pas perdre un de ces « *deux climats* », car cela mettrait en péril la bonne grâce saoudienne dont il bénéficie.

Bien que le Premier ministre désigné fasse partie des personnalités libanaises jouissant du parrainage saoudien, il est considéré plus proche du prince Moqren, dont se rapproche le prince Abdel Aziz Ben Abdallah, concernant la vision vis-à-vis du dossier libanais. Pourtant, c'est à Bandar qu'il doit sa désignation. Dans cette structure, l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Beyrouth, Ali Awad

al-Assiri, fait office de lobby à l'intérieur de l'hôtel de la politique saoudienne au Liban, par où transitent les messages codés de Riyad.

Dans ce contexte de blocage, Tammam bey attend. Il passe son temps en simulant des compositions gouvernementales. La dernière date d'une semaine. Elle comporte 16 ministres et ressemble plus à une formule du fait accompli, car elle ne comporte pas de représentations directes des partis politiques. De plus, certains des noms qu'elle comporte ne prennent pas en compte les sensibilités de certains leaders politiques. De deux choses l'une : soit Salam cherche à provoquer ces leaders, soit il a proposé les noms par erreur.

**Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(19 juillet 2013)

Des sources proches du ministre de la Défense, Fayez Ghosn, cité par le quotidien *Al-Joumhouria*, rapportent que ce dernier n'a pas participé à la réunion de la Commission parlementaire de la Défense et de l'Intérieur car il refuse que l'armée soit interrogée, l'institution militaire étant, selon lui, « *une ligne rouge* ». Aussi, refuse-t-il tout comportement ou attitude susceptible de porter atteinte à son prestige. Les mêmes sources ont ajouté que les menaces du président de la Commission, le député Samir el-Jisr, d'interroger le ministre séparément sont irréalisables, car légalement, il ne peut pas le faire sans avoir obtenu le soutien unanime de tous les membres de la commission, qui fait actuellement défaut.

**Al-Joumhouria** (19 juillet 2013)

Des sources proches du Hezbollah ont révélé que le parti a relevé son niveau d'alerte et sa vigilance sécuritaire dans les régions où il est influent, ce qui lui a permis de découvrir de cellules dormantes et de déjouer plusieurs tentatives d'attentats.

Les mêmes sources ajoutent que la route Beyrouth-Saïda n'est pas à l'abri d'incidents sécuritaires. Tout en n'excluant pas dans la période à venir une escalade sécuritaire, les mêmes sources assurent que le Hezbollah ne restera pas les bras croisés face aux attentats qui le prennent pour cible.

**L'Orient–Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14–Mars)

Scarlett Haddad (18 juillet 2013)

Le Liban est entré dans la phase de la guerre sécuritaire entre le Hezbollah et les groupes de l'opposition syrienne. C'est ainsi qu'une source de sécurité résume la situation actuelle. Elle se réfère ainsi aux derniers incidents qui se sont déroulés dans le pays : d'abord les tirs de roquettes contre la banlieue sud, ensuite la voiture piégée de Bir el–Abed, ainsi que l'explosion de mardi sur la route de Majdel Anjar et l'assassinat mercredi à l'aube d'un Syrien proche du régime au Liban–Sud, en plein fief du Hezbollah. Selon la même source, il faut s'attendre à une multiplication des incidents de ce genre, les différents groupes de l'opposition syrienne se considérant désormais ouvertement en guerre contre le Hezbollah en raison de sa participation directe aux combats en Syrie. De plus, tant que le régime syrien marque des points sur le terrain, il faut s'attendre à une recrudescence des attaques contre le Hezbollah au Liban, dans une sorte de réaction à la frustration de l'opposition. La source sécuritaire confirme ainsi les informations reçues sur l'introduction au Liban d'une grande quantité d'explosifs, mais elle précise que les services de sécurité ne peuvent pas les surveiller et empêcher leur utilisation pour la raison très simple qu'en quelques mois, il y a eu un tel afflux de déplacés syriens qu'il est impossible de les recenser et de les suivre. La Sûreté générale et les services de renseignement de l'armée libanaise et des FSI font de leur mieux, et un grand nombre de charges explosives ont été démantelées avant d'exploser, mais ils n'ont pas de moyens suffisants pour contrôler un nombre aussi important de déplacés. Il faut pour cela des effectifs et des fonds. Or, non seulement ils ne les ont pas, mais de plus la campagne politique menée contre l'armée n'arrange pas ses conditions de travail, ainsi que celles des services de sécurité en général.

La source précitée rejette les accusations portées contre la troupe d'avoir eu recours au Hezbollah dans l'opération menée contre cheikh Ahmad el–Assir à Abra. Elle ne croit nullement aux prétendues preuves de la participation du parti chiite que les députés du 14–Mars ont promis de fournir. Pour la simple raison que ces preuves n'existent pas. Selon elle, ce que peuvent

présenter les députés du 14-Mars, ce sont des images d'une mobilisation des membres du Hezbollah ou des brigades de la résistance après l'agression des partisans d'Assir contre l'armée et les combats qui ont suivi. Cette mobilisation est relativement normale dans la mesure où le Hezbollah et les brigades n'ont jamais caché qu'ils ont une présence dans la région depuis des années. C'était d'ailleurs un des arguments d'Ahmad el-Assir pour justifier son action. À partir du moment où l'armée a mis au point son plan de riposte et a lancé son opération, les hommes du Hezbollah et des brigades se sont retirés et ont cédé la place aux militaires. La source de sécurité estime que la campagne menée contre l'armée vise en fait le Hezbollah. Le premier objectif est de discréditer la troupe et de jeter le doute sur ses capacités pour l'empêcher de remplir son rôle de garante de la stabilité et de la paix civile. Pour ceux qui veulent faire payer au Hezbollah le prix de son intervention en Syrie, il est impératif de paralyser l'armée.

#### **Ach Sharq al-Awsat** (Quotidien saoudien)

Michel Abou Najem, correspondant à Paris (16 juillet 2013)

Al-Qaïda s'apprête à proclamer un émirat islamique dans le Nord de la Syrie après avoir vaincu l'Armée syrienne libre (ASL) et pris le contrôle des points de passage le long de la frontière avec la Turquie. Un haut responsable de l'ASL affirme que l'heure H de la proclamation de cet émirat coïnciderait avec le premier jour de la fête du fitr. Les premières cibles des qaïdistes seront les passages frontaliers de Bab al-Hawa et Harem, ce qui leur permettra de contrôler les lignes de ravitaillement en armes et de la contrebande d'hydrocarbures, volés sur les sites syriens de Deir Ezzor et Raqa.

La même source précise que l'exécution de ce plan a commencé il y a une semaine avec la décapitation du chef de l'ASL Fadi el-Kach et de son frère dans la localité de Dana, puis l'assassinat du membre de l'état-major de l'Armée libre, Kamal Hamami, ainsi que le meurtre de plusieurs autres rebelles.

#### **The New York Times** (Quotidien états-unien)

Ben Hubbard (17 juillet 2013)

Il n'y a pas longtemps, les rebelles, postés à la périphérie de Damas, ciblaient la ville avec des obus de mortier, les soldats gouvernementaux faisaient défection en masse et des rapports

faisaient état de nouveau territoire échappant à l'emprise du président Bachar al-Assad.

Alors que ses revers augmentaient, M. Assad a lâché ses avions de combat et des missiles SCUD, faisant craindre que face au désespoir, il finisse par utiliser des armes chimiques.

Le *momentum* s'est maintenant inversé. Au cours des dernières semaines, les groupes rebelles se sont entretués avec férocité, ont perdu du terrain sur le champ de bataille, et se sont même aliénés les citoyens qu'ils prétendent vouloir libérer. Dans le même temps, les États-Unis et d'autres puissances occidentales, qui appelaient M. Assad à démissionner, font preuve de réticences à fournir les rebelles en armes.

Bien que peu s'attendent à ce que M. Assad puisse rétablir son autorité sur l'ensemble de la Syrie, certains de ses plus farouches ennemis reconnaissent cependant que sa position est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis des mois. Sa résistance suggère qu'il s'est taillé ce qui ressemble à un mini-État dans le centre de la Syrie, fermement soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah, et que M. Assad et ses partisans vont probablement continuer à acculer les rebelles divisés. « *Assad est désormais puissant, pas comme un président qui contrôle un État mais comme un chef de guerre, quelqu'un qui possède des armes plus sophistiquées que les autres* », déclare Hassan Hassan, un analyste syrien au journal anglophone d'Abou Dhabi, *The National*. « *Il n'est pas capable de reconquérir le pays.* »

La guerre civile a balkanisé le pays, avec un éventail de groupes armés contrôlant différents secteurs. Le gouvernement conserve son emprise sur la capitale et a consolidé son contrôle sur une série de grandes villes vers le nord. Les groupes rebelles contrôlent de grandes étendues de terres dans le nord et l'est du pays, même si elles sont loin d'être unifiées, avec des milices en compétition pour les ressources, imposant leurs propres lois et retournant parfois leurs armes les uns contre les autres. Les Kurdes, la plus grande minorité ethnique de Syrie, contrôlent leurs propres domaines et se battent souvent pour en éloigner les rebelles.

Dans l'ensemble, environ 60 % de la population vit dans les zones contrôlées par le gouvernement, tandis que les rebelles contrôlent 60 à 70 % du territoire, déclare Andrew J. Tabler, un expert des

questions syriennes à l'Institut des études politiques pour le Proche-Orient de Washington.

Mais le *statu quo* qui a pesé sur le pays pendant des mois a commencé à changer à mesure que les forces de M. Assad —renforcées par un soutien régulier de leurs alliés— ont repoussé les rebelles et atténué la pression sur la capitale. Même les combattants qui avaient espéré voir M. Assad destitué, mort, emprisonné ou exilé commencent à reconnaître la nouvelle réalité. « *Si la révolution continue comme ça, les gens vont se révolter contre nous* », déclare un commandant rebelle de la ville centrale de Homs, où les forces de M. Assad ont enregistré des avancées ces derniers jours.

**The Daily Telegraph** (Quotidien britannique, 17 juillet 2013)

Le chef d'état-major de l'armée britannique sortant, David Richards estime que la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire syrien serait inefficace sans intervention militaire. Pour le général David Richards, une zone d'exclusion aérienne, réclamée notamment par la rébellion syrienne, devrait s'accompagner d'une intervention armée pour permettre de renverser l'actuel régime syrien. « *Si vous voulez avoir l'impact matériel sur les menées du régime syrien que certains recherchent, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, est en soi insuffisante* », déclare le général David Richards, âgé de 61 ans. Pour David Richards, « *il faut être capable, comme nous l'avons fait avec succès en Libye, de frapper des objectifs au sol et d'anéantir les défenses anti-aériennes* » du régime syrien. Le chef d'état-major a souligné la nécessité d'établir « *une zone de contrôle au sol* » et la destruction des chars et de véhicules blindés de transports de troupes. « *Si vous voulez avoir cet impact matériel auquel les gens aspirent, il faut que vous soyez capables de frapper des objectifs au sol donc il faut entrer en guerre si c'est ce que vous voulez faire* », a encore dit le militaire. Il a admis en outre que le manque de consensus international et l'éclatement des forces rebelles rendait difficile la recherche d'une solution militaire.

*Pierre Khalaf*

Source : « L'inévitable défaite de l'homme malade états-unien », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 22 juillet 2013, [www.voltairenet.org/article179527.html](http://www.voltairenet.org/article179527.html)